SPÉCIAL BILAN DES GRÈVES

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA
ISSN 0026-9433
SUPPLÉMENT AU N° 1026
(18 AU 24 JANVIER 1996)
GRATUIT

« RÉFLEXIONS ET PROPOSITIONS ANARCHISTES SUR LE TRAVAIL »
Brochure anarchiste n° 9
éditions du Monde Libertaire
20 francs
(+3,70 F de frais de port).
A commander à PUBLICO
145, rue Amelot,
75011 Paris.

Novembre-décembre 95 : de l'auto-organisation à l'autogestion

EN L'ESPACE d'une bonne dizaine d'années, le nombre de celles et ceux qui ne se font plus aucune illusion sur la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie dans le cadre de la démocratie parlementaire n'aura cessé de croître. C'est que nous les avons vu à l'œuvre les élus. A gauche comme à droite, une fois au pouvoir, la pratique est identique et se résume à appliquer les restructurations exigées par la mondialisation de l'économie capitaliste.

Après avoir constaté que les abstentionnistes se comptaient par millions et que les trafics d'influence et de fric faisaient partie du fonctionnement normal du système il nous faudra bien, par force, trouver des solutions à ces impasses.

Sachant qu'il n'y a rien à attendre de ceux qui contrôlent l'appareil économique et politique, il n'y a pas d'autre choix que de compter sur nos propres capacités.

Il s'agit simplement de reconnaître que collectivement nous avons fait une erreur en pensant que l'on pouvait confier à des intermédiaires le soin de s'occuper de nos affaires. Une fois élu, le maire, le député, le chef de l'Etat ou le permanent syndical, s'occupe de ces intérêts et de ceux de sa classe sociale, à nos dépends.

C'est bien le principe de la délégation de pouvoir qu'il s'agit de remettre en cause pour lui substituer un autre mode de fonctionnement reposant sur la démocratie directe et l'autogestion généralisée.

Réapproprions-nous notre histoire !

A chaque fois que le monde du travail s'est révolté contre l'injustice, l'exploitation et la domination, il a cherché à mettre en place des structures, des modes de décisions et relations sociales reposant sur l'égalité réelle et totale des individus.

Les plus belles pages de cette histoire sont rarement mises en valeur dans les manuels scolaires et pourtant la Révolution française de 1793, la Commune de Paris de 1871, les Soviets ou conseils ouvriers de 1917 en Russie, la Commune de Berlin et la République des conseils de Bavière en 1920, la grève générale en France et la Révolution espagnole de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie de 1956, la révolte de Mai 68... sont autant d'acquis sociaux et politiques des classes exploitées.

Ce sont autant de moments où les travailleurs se sont organisés efficacement sur la base d'assemblées générales souveraines, de délégués élus et révocables à chaque instant, en contrôlant les négociations à la base, en refusant la hiérarchie dans les rapports qu'ils créaient entre eux. Selon les situations auxquelles ils ont été confrontés, ils ont structuré leur mouvement à l'aide de conseils de travailleurs, de comités de grève, de syndicats, de conseils de quartier et de commune... Ils ont ainsi pu maîtriser l'orientation de leurs luttes, en avoir le contrôle. Lorsqu'ils en ont eu le temps et la possibilité, les travailleurs ont fédéré ces structures de base et mis en place, à grande échelle (parfois pour plusieurs millions de personnes), des processus tendant à transformer l'organisation générale de la société, allant même jusqu'à supprimer la monnaie et à instaurer une répartition égalitaire des richesses produites.

Il est clair qu'à chaque fois qu'une telle situation s'est produite, tout ce que la planète compte de réactionnaires, de fascistes, de capitalistes, de curés et de bourgeois vivant du travail des autres, y compris ceux qui se prétendaient l'avant-garde communiste, ont utilisé tous les moyens à leur disposition pour briser, détruire et étouffer ces mouvements. A chaque fois, l'armée bleue ou rouge, les polices et milices parallèles sont intervenues pour massacrer et réprimer, afin de permettre à l'Etat et au capital d'imposer à nouveau leur domination.

Si les classes dominantes ont mis autant d'acharnement à détruire ces processus d'auto-organisation de la société, c'est bien parce qu'ils avaient peur de voir leurs pouvoirs et leurs privilèges remis en cause.

Préservons notre autonomie de classe !

Jusqu'à ce jour, jamais la capacité du monde du travail a gérer lui-même ses affaires n'a pu être pris en défaut sérieusement. Au contraire ! Chaque fois que des salariés ont été contraints ou ont permis à l'Etat et au patronat de s'immiscer dans leurs organisations de défense et d'entraide (comme les mutuelles de retraites et de protection sociale, ils se sont fait avoir. Nous en subissons les effets aujourd'hui. Par contre, chaque fois que les salariés ont été capables de se mettre en mouvement en fonction de leurs propres intérêts, ils ont réussi à modifier l'état des choses.

Le mouvement de décembre dernier en est une preuve supplémentaire. Ce sont les travailleurs, à la base, qui ont imposé les assemblées générales

(Suite page 2)

LA NOUVELLE OPPOSITION : LE MOUVEMENT SOCIAL

Les grèves et les manifestations de novembre et décembre 1995 ont d'abord été un raz de marée de protestations populaires contre les conditions de vie dégradées que la situation politique et économique impose à la majorité de la population. Si les mesures d'austérité aggravée annoncées par le gouvernement Juppé-Chirac, ainsi que les attaques contre le service public, ont déclenché les premières grèves dans les transports publics, d'autres catégories sociales, très vite, sont entrées dans l'action. Et les revendications catégorielles des premiers jours se sont rapidement transformées en une condamnation vigoureuse de la politique de régression sociale conduite par les gouvernements français depuis plus de vingt ans, dont le plan Juppé n'était que la présentation du moment.

Ces protestations exprimaient une condamnation de l'appauvrissement croissant de la majorité de la population, du chômage massif en augmentation dans toutes les générations et plus encore chez les jeunes, de la régression constante des conditions de travail, du nombre grandissant de personnes sans ressources, sans protection sociale, sans logement.

Les porte-parole du gouvernement et du patronat affirment que la cause de cet accroissement de la pauvreté réside dans la concurrence internationale et la raréfaction des ressources financières : ils mentent effrontément et oublient toujours de citer les chiffres réels de l'économie. Entre 1982 et 1992, le produit intérieur brut de la France s'est accru d'un quart, passant de 5.559 milliards à 6.978 milliards de francs — une augmentation de 1.428 milliards ! La répartition de ces milliards de la croissance, cette dernière résultant pour l'essentiel du travail des vingt millions de salariés, explique aisément le nombre toujours plus important de laissés pour compte : tandis que le pourcentage affecté aux revenus du travail salarié a régressé de plusieurs points pendant ces dix dernières années, la part de rémunération du capital a, durant la même période, presque doublé, passant de 9,9 % à 17,2 % de la valeur totale créée ! La politique néolibérale n'a guère plus épargné les revenus du travail non salarié, ceux des professions libérales, des artisans ou des agriculteurs, dont le pourcentage du revenu s'est réduit en moyenne de plus d'un point et demi. La rémunération des paysans, quant à elle, a baissé de 9,7 % en 1992 après avoir chuté de 20 % entre 1974 et 1987.

C'est contre cette injuste répartition des richesses dans la société moderne — dont l'inégalité s'accroît depuis plusieurs décennies au profit des détenteurs de parts du capital ainsi que des dirigeants de l'économie et de la politique — que le mouvement de la fin de 1995 s'est dressé.

Une nouvelle pratique sociale

Dans les lieux de travail occupés, les centres de triage ou les gares, dans les dépôts ferroviaires ou d'autobus, dans les centres de tri postaux, dans les hôpitaux comme au sein des universités, la grève a généralisé quelques-unes des nouvelles pratiques sociales ébauchées au cours des années précédentes, durant les mobilisations contre la circulaire Devaquet et

(Suite page 3)

De l'auto-organisation à l'autogestion

(Suite de la « une »)

souveraines et la nécessité d'une grève générale pour répondre aux attaques étatiques et patronales. Les bureaucraties syndicales n'ont fait que suivre, sans jamais réellement vouloir s'impliquer dans une grève générale.

Lorsque les cheminots ont exigé des preuves écrites de la part du gouvernement sur le retrait du contrat de plan SNCF et le plan Juppé, ils ont mis en pratique le contrôle des luttes par la base, ce qui implique qu'il n'y a pas à croire sur parole un permanent syndical ou un ministre. C'est bien le contrôle des délégués par la base qu'ils ont imposé pour garantir le principe de la démocratie directe.

Lorsque les grévistes de la Poste, de l'enseignement, d'EDF et d'autres « fonctionnaires » se rencontraient, c'était le besoin de coordonner les luttes qui les animaient, mais aussi la conscience que les enjeux devaient préparer et impulser et dont il fallait débattre.

C'est cette volonté et cette capacité à globaliser les problèmes qui s'exprimaient aussi dans toutes les manifestations et les appels répétés à entrer tous ensemble dans la lutte, travailleurs du privé et du public, parce que cette division était devenue caduque, artificielle et un frein à la dynamique sociale.

Lorsque les salariés d'EDF ont basculé les compteurs sur le tarif de nuit, ils ont bien entendu voulu marquer leur solidarité et leur souci de prendre en compte les problèmes posés à la population par les grèves. Mais c'était aussi démontrer que ceux qui produisent l'électricité sont en capacité d'avoir le contrôle sur l'utilisation et la destination de la production et qu'ils sont en mesure d'en évaluer la valeur. En clair, ils prouvent leur capacité à gérer eux-mêmes leur outil de travail. C'est ce qui explique les nombreuses inculpations et sanctions disciplinaires prises par les cadres dirigeants d'EDF, qui ont parfaitement compris que cela remettait en cause leur pouvoir et leur raison d'être.

C'est la même conscience sociale qui a amené les employés des centres de tri des PTT à s'occuper des chèques envoyés par les ASSEDIC ou par les caisses de retraites et d'allocations familiales. Là aussi, les travailleurs ont décidé, en assemblée générale, de remettre en route la production, afin de ne pas pénaliser des populations qui vivent déjà ordinairement dans les pires difficultés. Très souvent cela s'est fait à la demande de très nombreuses personnes, venues tout à la fois apporter leur soutien aux grèves et exprimer leurs besoins particuliers, montrant ainsi que si les salariés gèrent leur outil de travail, ils ne sont pas les seuls à devoir décider de la finalité de leur production. C'est ainsi que l'idée des transports gratuits s'est largement diffusée pendant ce conflit, et les grévistes ont souvent été interpellés sur ce sujet qui pose un problème et nécessite des débats du fait que transporter gratuitement les populations réduit l'efficacité de la grève en limitant son impact économique sur les autres entreprises.

Encore une fois, cela prouve que le contrôle de sa lutte et la réappropriation de l'appareil de production sur des objectifs sociaux, en dehors de tout critère de profit, sont des choses possibles et réalisables, et que les grévistes et « citoyens moyens » se sont posés des tas de questions autrement plus intéressantes que la libération des « deux accidentés du travail » au-dessus du ciel de Bosnie.

Ce processus social, qui une nouvelle fois a révélé sa permanence, sa pertinence et sa richesse créatrice dans la conscience collective des travailleurs porte un nom : auto-organisation.

Et de la même manière que le mouvement se prouve en marchant, de la même manière et au fur et à mesure que l'on met en pratique cette dynamique auto-organisationnelle, on acquière de l'assurance, de l'expérience et la parole se libère. Chacun se transforme et porte sur les autres un regard différent, parce que cela développe notre sociabilité. Des formes organisationnelles se rôdent et des méthodes décisionnelles se peaufinent.

Au fil de ces mouvements de lutte, les salariés prennent conscience qu'ils sont en mesure de réorganiser leur travail et la société sur d'autres bases, avec d'autres règles et d'autres valeurs sociales et morales, pour donner à la vie collective et individuelle d'autres finalités. Cette perspective d'autogestion généralisée est revendiquée par les anarchistes, mais elle appartient bien plus profondément à l'ensemble des travailleurs et populations exploités.

Même si cette fois-ci les conditions n'étaient objectivement pas réunies pour susciter une telle transformation radicale de la société, soyons certains que cela y participe et la prépare.

BERNARD
(gr. Déjacque - Lyon)

Les grèves vues par les médias

Les récents événements sociaux — grèves et manifestations — ont fait l'objet d'un traitement tout particulier en provenance des salles de rédaction des médias nationaux.

Le plan Juppé a, dans un premier temps, rallié la plupart des suffrages des responsables de la presse écrite, des radios et des chaînes de télévision.

Issue du cerveau « reptilien » de notre premier ministre, cette idée à haute teneur technocratique de « *maîtrise des dépenses de santé* », agrémentée d'un contrat de plan SNCF passablement indigeste et de quelques réformettes, suscitait un mécontentement populaire indiscutable, en même temps qu'elle rencontrait l'approbation de la classe des « dirigeants », toutes catégories confondues.

C'était là le premier signe lourd d'une fracture entre gouvernés et gouvernants, entre province et capitale, entre pauvres et riches, entre les citoyens et l'Etat.

L'arrogance des décideurs et des faiseurs d'opinion se trouvait tout d'un coup sanctionnée et rejetée par l'immense majorité des laissés-pour-compte du système. Les journalistes l'ont-il entrevu ? L'ont-ils compris ? Rien n'est moins sûr ! En revanche, ce qui est avéré, c'est le choix indéniable qu'ils ont opéré très rapidement en stigmatisant les grévistes qui occasionnaient des tracas aux usagers. Les grévistes furent montrés du doigt et désignés comme les mauvais sujets d'un système social voulant accoucher d'un consensus. Pire, les journalistes — particulièrement dans l'audiovisuel —, relayant allégrement les discours officiels des classes dirigeantes, qualifièrent les fonctionnaires en grève de « *nantis* », de « *privilégiés* », faisant ainsi allusion à la « *sécurité* » de l'emploi dont ils bénéficient et les opposant aux usagers, « *travailleurs pris en otages* », et aux exclus.

Tout cela fut fait en pure perte tant le mal social était — et reste — profond. Ce que la presse, dans son ensemble, n'a pas voulu voir c'est que l'affrontement sociétaire un temps entre aperçu a dépassé la simple question de l'alternance politicienne.

La démission de Juppé n'a pas été sérieusement envisagée par les grévistes, tant ils s'en foutaient du bonhomme Juppé. Ce qui était en cause, c'était les politiques successives — et celle de Juppé n'échappe pas à la règle — qui s'articulent toutes autour d'une seule logique : celle du libéralisme capitaliste, de la sacro-sainte rentabilité, celle qui fabrique de l'exclusion sociale et qui fait de cette exclusion un mode de régulation socio-économique qui permet aux nantis de le demeurer *ad vitam æternam*.

A l'occasion de ces événements, certains ont fait allusion à Mai 68. Comme si toute explosion sociale devait être une récurrence obligée du grand mouvement de révolte qui secoua la torpeur consumériste vers la fin des années 60. Les journalistes d'alors, faut-il le rappeler, adoptèrent une toute autre attitude, certes plus courageuse.

Faisant leurs certaines revendications égalitaires et anti-hiérarchiques, ils n'hésitèrent pas à rêver d'un autre monde et se prirent à souhaiter l'avènement d'une société, dans laquelle ils seraient autre « chose » que de simples pions. Des acteurs plutôt que des relais obéissants et serviles du pouvoir gaulliste de l'époque.

L'ORTF nous servait au journal de 20 heures la voix du général. Les salariés de l'information se désolidarisèrent de ces pratiques et... se mirent en grève.

En 1995, la presse dans son ensemble a traduit dans les faits la véritable nature de la fracture à laquelle j'ai fait allusion auparavant.

La presse représente le quatrième pouvoir et, à ce titre, a tenu à donner en priorité l'image d'une société homogène, cohérente dans sa structure inégalitaire. Pas d'états d'âmes à l'horizon des salles de rédaction ! A l'ordre du jour de la désinformation, de la caricature et, au besoin, des bobards.

A aucun moment, l'augmentation dramatique de l'écart des revenus entre riches et pauvres ne fut avancé pour dénoncer le cynisme et l'hypocrisie d'une société de nantis, productrice de misère et de frustration.

Pas un mot, sur les augmentations faramineuses des marges bénéficiaires des entreprises (dont TF1 et Canal +...), qui ont accompagné en parallèle la progression exponentielle du chômage.

Pas un rappel sur les bassesses politiciennes et les malversations des hommes d'Etat — toutes tendances confondues —, malversations représentant autant de crachats irrévérencieux balancés à la face de millions de citoyens vivant l'exclusion ou devant se contenter de salaires de misère !

Au lieu de cela, les reporters arpentèrent qui les couloirs du métro, qui les quais des gares, qui encore les trottoirs des villes, afin de traquer les « critiques de la grève ». L'usager fut interpellé, adulé, questionné, choyé... à condition qu'il grogne contre ces « salauds de fonctionnaires grévistes qui l'empêchaient de travailler »... malheureusement pour les journalistes, les usagers — pour le plus grand nombre d'entre eux broyés par la machine sociale — ne se firent pas les complices de l'idéologie autoritaire diffusée à longueur de communiqués.

Le ton de la presse changea bien devant cet état de fait et devant l'ampleur historique des rassemblements contestataires. Mais ce ton changea de manière, contraint et forcé. En vérité, les médias français de notre fin de siècle représentent un des piliers fondamentaux de la société inégalitaire, étatiste, autoritaire et hiérarchique.

L'autonomie, toute relative dans laquelle ce « pouvoir » se meut, permet quelques « critiques » sur les modes de gouvernement et sur les équipes chargées de les appliquer., mais jamais sur l'essence du gouvernement et sur les fondements de l'autorité.

Les donneurs de leçons ont été sanctionnés par les citoyens en révolte, comme l'ont été l'Etat, les classes dirigeantes, les institutions, la *nomenklatura* à la française...

Les reporters des chaînes publiques et des différents médias ont eu beau se plaindre de n'être point aimés par les manifestants, ils se sont bien gardés de changer leur fusil d'épaule (1).

Un tel entêtement se reflète bien sous la plume de Jacques Julliard (et ce n'est pas le pire...), qui écrivait : « *Cette grève* [...] *a fait apparaître, à travers les difficultés de la vie quotidienne, l'envie de vivre autrement, de se déplacer autrement, de travailler autrement* [...]. *Les gens* [...] *se sentaient plus libres* [...] *et qui pour finir, désireux de trouver une issue à la crise, se posait l'angoissante question :* « [...] *Faut-il un nouveau Premier ministre ? faut-il une nouvelle Assemblée ? Cela, c'est une autre affaire : A vous de jouer M. Chirac.* »

La fracture est là, toute entière contenue dans ce constat. Les médias et les journalistes qui les servent se fondent totalement dans le moule que le pouvoir s'est employé à leur fabriquer. Aucun esprit de critique, aucune irrévérence, aucune remise en cause de l'état sociétaire considéré comme immuable et de l'autorité qui le sous-tend.

L'ère des éditorialistes courageux et des journalistes libres paraît bien révolue. Les July, Bouvard et Alexandre ont remplacé les Camus, Jeanson et Galtier-Boissière... Autres temps autres mœurs, direz-vous !... Peut-être !

Ce qui est sûr en revanche, c'est que les secousses sociales de la fin 95 ne sont que les prémices d'affrontements autrement plus considérables entre les citoyens et l'Etat. Les médias seront bien obligés alors de relater ces événements qui se dérouleront contre eux, faute de se dérouler avec eux !

EDWARD SARBONI
(gr. Puig-Antich - Perpignan)

(1) Notons des cas particuliers, comme certaines antennes locales de FR3 (celle de Perpignan, notamment) en grève le samedi 16 décembre.
Les grévistes protestaient contre une information partielle, sinon partiale.

Supplément « Bilan des grèves » au ML n° 1026

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays.....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

La nouvelle opposition : le mouvement social

(Suite de la « une »)

le C.I.P. ou les luttes des coordinations de cheminots et d'infirmières. Les grévistes, réunis régulièrement en assemblées générales souveraines, décidèrent de l'orientation de leur mouvement et de la forme de lutte qu'ils entendaient lui donner, choisissaient et mandataient leurs délégations, appréciaient et se déterminaient sur les résultats obtenus, estimaient enfin s'ils devaient continuer, interrompre ou arrêter la grève.

Une telle pratique, mise en œuvre par les grévistes eux-mêmes, visait à supprimer toute délégation de pouvoir et à organiser une réelle autogestion de la lutte. Ce mode de prise de décision, outre qu'il a renforcé la solidarité entre chaque gréviste et rendu chacun acteur et décideur de l'action, a dépassé les divisions syndicales et a été un des moyens les plus importants de l'unité du mouvement.

Les innombrables assemblées générales, comités de grève ou d'occupation se sont affirmés comme les plus authentiques interprètes de la volonté des travailleurs et des étudiants en lutte, en particulier auprès de ceux qui parlent en leur nom, les appareils syndicaux, qui craignaient surtout que renaissent les coordinations... Pendant la plus grande partie de la lutte, les assemblées de travailleurs et d'étudiants se sont constituées comme un contre-pouvoir gréviste, ont imposé l'unité, poussé le mouvement en avant, fait taire les rivalités de boutiques syndicales.

Le mouvement social recompose le syndicalisme

Cette rigueur de ceux qui avaient cessé le travail, la mobilisation grandissante de la population — qui s'est solidarisée avec les grévistes, malgré les tentatives de diversion du R.P.R. et les provocations du Front national, parce qu'elle a compris qu'ils se battaient pour tous ceux qui subissaient l'austérité — les manifestations qui devenaient des fleuves humains de protestations et de colère contre le pouvoir et le patronat, plus encore dans les régions qu'en Ile-de-France, obligèrent certains des chefs syndicaux à jeter le masque. Les secrétaires généraux de la C.F.T.C. et de la C.F.D.T. appelèrent à la reprise du travail, suivis par divers responsables de la C.G.C. et de syndicats corporatifs. La secrétaire de la C.F.D.T., Nicole Notat, alla plus loin encore et suggéra qu'elle ne serait pas opposée à l'instauration d'un service minimum obligatoire dans les transports, en prétextant de l'intérêt des usagers alors qu'il s'agit plutôt, en cette affaire, des profits du patronat et des marchés financiers. Bien que Notat nous ait habitués à être aussi servile avec les employeurs et les représentants de l'Etat que sévère avec ses opposants internes, il y avait tout de même quelques années qu'un syndicaliste professionnel n'était pas allé aussi loin dans l'attaque contre le droit de grève...

Le mouvement de grèves de novembre et décembre 1995 a fait apparaître nettement aux yeux de la population laborieuse et estudiantine une ligne de rupture franche dans le mouvement syndical, entre les organisations, certaines contraintes et forcées peut-être, qui ont soutenu les grèves ouvrières et étudiantes — la C.G.T., Force ouvrière, les structures oppositionnelles de la C.F.D.T., nos camarades de la C.N.T., qui ont porté haut dans le conflit le drapeau rouge et noir de la révolution sociale, la F.S.U., S.U.D.-P.T.T., le C.R.C., le S.N.U.I. et le groupe des Dix, l'U.N.E.F., etc. — et les autres, celles qui ne sont même plus réformistes, et qui ont essayé de saborder, de briser le mouvement et se sont, de ce fait même, exclues du champ du syndicalisme des salariés; leur pseudo-modernisme et la recherche qu'elles prétendaient entreprendre de nouvelles formes syndicales se révèlent n'être que la résurgence du vieux syndicalisme jaune de collaboration et de soumission.

Le mouvement social en lutte est la seule opposition réelle

Face au franc fort et à l'appauvrissement de la population laborieuse, face à la monnaie et à la pensée uniques, face à la compétitivité forcenée de l'économie et à l'accroissement du chômage, face à la misère de l'enseignement public et aux facs privées, face aux marchés financiers et au gouvernement qui défend leurs intérêts, le mouvement social, avec ses centaines de milliers de grévistes et les millions de personnes qu'il a rassemblées dans les rues, avec l'autogestion des luttes et des occupations qu'il a organisée, avec la résignation qu'il a balayée et la confiance qu'il a su faire renaître dans les entreprises et les faubourgs, le mouvement social en lutte a montré qu'il était la seule réelle opposition, la seule force capable, lorsqu'elle se mobilise, de résister aux volontés de l'Etat et du patronat. Si des syndicats ont retrouvé quelque crédibilité pendant le conflit, c'est parce qu'ils ont accompagné le mouvement.

Ont été bien silencieux, en revanche, durant ces temps où le peuple criait sa colère dans les villes et les métropoles, ceux-là mêmes qui prétendent nous représenter et qui parlent si souvent en notre nom, les directions des partis politiques de gauche, du centre ou de droite ainsi que les élus de la nation ou les supporters et les groupies de la démocratie représentative et de la modernité, tous ceux qui avaient promis la fin de la crise, la réduction des inégalités ou l'amenuisement de la fracture sociale — ce silence révèle bien qu'ils sont, face aux exigences du capitalisme, ou complices ou impuissants.

C'est le mouvement social de 1995 qui a montré qu'on pouvait, ici et maintenant, dresser une digue qui contenait les empiètements du patronat public et privé. Il a montré qu'on pouvait faire reculer le gouvernement, et le gouvernement aurait reculé davantage si la grève avait été générale. Les pratiques sociales de ce mouvement sont l'exemple qu'il faut suivre. Pour organiser et amplifier une résistance, une opposition possible et réaliste à l'avenir de barbarie technologique et médiatique, de misère et de mépris que la société marchande prépare, si rien ne l'arrête, pour l'humanité tout entière. A nous tous de nous en saisir...

JACKY TOUBLET

RÉDUIRE LA DURÉE DU TRAVAIL

Depuis quelque temps déjà, la réduction du temps de travail est remise à l'ordre du jour, comme une solution, parfois annoncée comme provisoire, pour résoudre la question du chômage. La bourgeoisie, le patronat et les politiques se sont fait dernièrement les champions de cette revendication historique des travailleurs. Le ministre des armées, Millon, président du conseil régional Rhône-Alpes, s'est même enhardi sur les 32 heures, devançant par là même les bureaucraties syndicales.

La réduction du temps de travail n'est pas une solution, parmi d'autres, pour répondre aux déficiences engendrées naturellement par le système capitaliste et la mondialisation du modèle économique libéral. Elle est un élément constitutif de la lutte de classe menée par le prolétariat mondial. En ce sens, la réduction de la durée du travail est une attaque contre le Capital, contraint de céder une part des richesses accumulées par le travail des exploités, et non un réajustement de l'organisation capitaliste pour assurer la paix sociale.

La réduction de la durée du travail, c'est avant tout prolonger le temps de repos, augmenter le temps de loisirs, rééquilibrer sa vie au quotidien, enfin, se donner le temps de vivre. Cette lutte s'inscrit donc dans la lutte globale contre le capitalisme et l'Etat, pour leur destruction, afin de permettre le développement d'une société basée sur le bien-être et la liberté.

Travailler moins, travailler tous, dans de meilleures conditions

Dans l'immédiat, une réduction notable du temps de travail — 30 heures hebdomadaires — contribuerait à la suppression du chômage, et au retour du plein emploi. En effet, elle contraint le patronat à embaucher massivement pour combler la perte de productivité (et de production) engendrée par cette réduction, ce qui ne fut pas le cas lors du passage au 39 heures sous le pouvoir socialiste : l'heure gagnée par les travailleurs avait largement été compensée par le taux croissant de productivité obtenue les vingt années précédentes au bénéfice du patronat, ce qui lui évita de créer des emplois.

D'autre part, la volonté patronale de prolonger le compte d'annuité pour obtenir la retraite doit être combattue sans relâche. Elle va à l'encontre de la réduction de la durée du travail. Au contraire, il s'agit d'avancer de manière significative la date de la retraite — à 50 ans — pour permettre l'embauche des jeunes, afin de bénéficier plus longuement encore des biens et des plaisirs que chacun a droit dans son existence. Les travailleurs doivent, sur ce point, se fixer comme objectif un abaissement de l'âge de la retraite et arracher au patronat les moyens de la financer. Il n'est pas de réelle réduction du temps de travail (hebdomadaire, ou avancement de l'âge de la retraite) sans une redistribution des richesses — produites par les travailleurs — à leur profit.

Une réduction quantitativement importante de la durée du travail ne peut être efficace sans la suppression des heures supplémentaires, même mieux rémunérées. Il apparaît paradoxal que l'accroissement du chômage aille de pair avec une augmentation sans limite des heures supplémentaires. Mais il est évident que le patronat a tout intérêt à développer ce genre de pratique dans la mesure où il est financièrement plus rentable de faire travailler un salarié que d'en embaucher un autre. Le gel des salaires, la baisse du pouvoir d'achat, la crainte du chômage favorisent malheureusement le recours aux heures supplémentaires pour bon nombre de salariés. Il s'agit donc de refuser cette pratique qui bloque l'embauche et contribue à accroître la plus-value du capital. Enfin, cette démarche ne peut être dissociée de la revendication d'une hausse des salaires.

Travailler autrement

L'ensemble des revendications pour une réduction de la durée du temps de travail doit s'accompagner d'une exigence de meilleures conditions de travail et du contrôle effectif, par les travailleurs eux-mêmes, de l'organisation de ce temps au sein de l'entreprise. La flexibilité et la précarité qui se généralisent dans tous les secteurs d'activités et qui doivent être combattues, ne peuvent servir de prétexte à l'introduction de nouveaux horaires, en allongeant par exemple la journée de travail en contre-partie d'une journée de repos, créant un déséquilibre entre vie privée et vie professionnelle, rendant ainsi illusoire les bienfaits d'une réduction significative de la durée du travail, sans perte de salaire bien entendu.

Travailler moins crée les conditions pour travailler autrement par une organisation différente du travail qui tienne compte des préoccupations immédiates des salariés, première étape dans la perspective d'une libération sociale et de l'abolition du salariat.

JEAN-CHARLES CANONNE (Rennes)

De la force et des faiblesses comme sources de richesse des mouvements sociaux

Les greves et manifestations de décembre 1995 se sont caractérisées par leur ampleur, à une période où toute lutte semblait vouée à disparaître. Dans un contexte de chômage et de précarité de masse, toute réaction d'ampleur semblait improbable, voire inespérée. Pourtant, il s'est passé quelque chose qu'il nous faut analyser.

Quelques sources du ressentiment

Tout d'abord, il y a eu une attaque en règle contre les salariés, avec une concentration peut-être jamais vue :

— la hausse de la TVA, pas même compensée par une hausse du SMIC, avec l'argumentation de l'égalitarisme de la TVA, car les pauvres consommaient moins que les riches ;

— la hausse du forfait hospitalier, comme mesure d'avant-garde du plan Juppé pour la Sécu ;

— une propagande formidable contre les « privilégiés » à emploi stable et les « nantis » de la Fonction publique, avec l'arrière-pensée d'abolir ce « privilège » et de suivre les directives du FMI en généralisant précarité et flexibilité (sens de l'accord patronat-syndicats d'octobre 1995, visant à annualiser le temps de travail) ;

— le projet de privatisation d'EDF, GDF, France Télécom ;

— le Contrat de Plan SNCF réduisant les lignes et les effectifs ;

— enfin, le plan Juppé faisant payer les dettes des patrons (du privé et l'Etat) concernant la protection sociale principalement par les salariés, à travers le Remboursement de la dette « sociale » (RDS), alignant le régime de retraite de la Fonction publique vers le bas, sur celui du régime général des salariés du privé, ramené deux ans auparavant à 40 annuités de cotisations pour bénéficier du taux plein et calculé non plus sur les 10 meilleures années mais sur les 25 « meilleures », mesure passée, comme toutes les lois scélérates, pendant l'été, en 1993.

Tout cela, plus un contexte de craintes profondes pour l'avenir des citoyens dans une société de plus en plus techno-bureaucratique, a permis une saine réaction d'une part importante de la population.

Mais d'autres phénomènes nous semblent importants d'être mis en lumière.

De l'état des forces en présence

Les faiblesses relatives et les inimitiés profondes entre syndicats ont joué un rôle important. Tout d'abord, les « querelles de chapelles » ont souvent cassé les possibilités de mobilisation par le passé. Il faut donc ici souligner le rôle de l'unité relative de la CGT et de la CGT-Force ouvrière, dans ce conflit. *A contrario*, l'opposition au conflit et le ralliement à la politique gouvernementale de la CFDT a joué comme catalyseur contre une logique de société qui se place dans le camp du progrès des économies politiques contre le progrès des politiques sociales.

Mais cette unité syndicale n'était pas suffisante pour lancer un conflit qui devait durer plus de 24 heures. Le seul recours pour faire perdurer un mouvement d'ampleur est apparu comme étant la voie de la démocratie directe, d'où le rôle prépondérant des assemblées générales d'atelier. Même si ce rôle n'est pas nouveau, sa généralisation a été importante.

Quelques bémols malgré tout. A la SNCF, par exemple, les AG se faisaient par secteur, voire par grade : les AG de cadres et d'agents de maîtrise ne se mélangeaient pas avec celles de l'exécution ; dans les AG de roulants, la parole des sédentaires était souvent interdite ; la CGT s'est toujours opposée à des AG intersecteurs, voire plus larges. A la fin du conflit, lors de certaines négociations, la CGT a pu avancer qu'elle avait fait reprendre le travail aux grévistes !

De même, la conscience de ne pas maîtriser une situation plus forte a empêché les confédérations syndicales de proposer la grève générale, en particulier au secteur privé.

La faiblesse des partis politiques de « gauche » les a empêchés de récupérer le mouvement, quelle que soit leur position face à celui-ci à ses débuts : soutien du PS au plan Juppé, « critique constructive » du PCF, mais opposition au plan Juppé. Il est bien évident que c'est par tactique et incapacité à proposer autre chose que le PS a toujours affirmé que « la parole devait rester à la rue », mais peu importe, ce sera à tous de se rappeler décembre 95, lorsqu'ils voudront récupérer un mouvement social dans une période plus propice pour eux et de les renvoyer dans leur « Palais Bourbeux ». De même, la faiblesse relative du PCF l'a empêché lui aussi de récupérer ce mouvement et a ainsi permis une plus large expression du ras-le-bol social face au totalitarisme de l'idéologie libérale.

De même, les faiblesses réelles de l'extrême gauche et du mouvement libertaire ont conduit à un certain nombre d'échanges entre militants de ces mouvements, même si les débats ont rarement dépassé le cadre syndical, tant il est vrai que les propositions de l'extrême gauche (par exemple à Bordeaux avec la LCR) rappellent les positions d'avant 1981 du style « front uni de gauche », en oubliant bien vite les 14 années de mitterrandisme qui ont achevé de nous démontrer l'échec du socialisme à construire une autre société ; sinon les propositions de l'extrême gauche visaient en des rapprochements avec le Parti père, le Parti communiste français, qui a bien du mal à nous faire croire qu'il change, même s'il ne défend plus la classe ouvrière mais « *les gens* ».

Des ressources inépuisables de la grève, comme moteur du changement des mentalités

De cette diversité et de cette richesse est sortie une contestation qui dépassait largement le plan Juppé, même si la protection sociale est une des pierres angulaires du contrat social qui nous lie et nous fait accepter peu ou prou cette société. Ce qui ressortait, c'était la critique du manque de perspective de société, de cette politique sociale à courte vue et désastreuse, qui jette à la rue toujours plus de gens. C'était aussi le fait que des privilégiés il y a en avait, mais des vrais, dont les médias ne parlaient pas. Ceux qui avaient le capital ! C'était aussi un besoin de solidarité, de rejeter l'individualisme dominateur, l'atomisation sociale, pour vivre des pratiques plus collectives, recommencer à échanger, à partager ! C'était le retour à des valeurs simples sur les possédants et les dépossédés et le refus de s'embarquer dans les discours démagogiques à la Notat, qui veulent nous faire accepter les préoccupations des patrons, comme si on avait des intérêts communs ! Ce n'était pas le retour de la lutte des classes, mais ça en avait des allures. C'était, bien sûr, la résurgence du débat maintes fois avorté sur la réduction du temps de travail, avec création d'emplois et maintien des salaires ; il manquait juste le débat sur le partage des richesses, mais ça viendra, au prochain conflit peut-être.

La grève a eu un impact aussi pour les non-grévistes. En effet cette grève, qui n'était malheureusement pas générale, a changé le temps, le rythme du travail qui, à lui seul, est source d'aliénation. La découverte de problèmes nouveaux, liés à un sentiment commun avec les grévistes d'impasse sociale de la gestion du monde, a conduit nombre de citoyens à découvrir des formes de solidarité enfouies dans un inconscient collectif, ressource inouïe des peuples à s'adapter, à changer !

Une brèche me semble ouverte dans le discours dominant, tellement dominant qu'il fait penser aux services de la propagande des pays totalitaires. C'est à nous, militants révolutionnaires, d'alimenter cette brèche par des propositions concrètes de changement de logique de société et pas pour dans 10 000 ans, mais pour les années à venir. Cette brèche peut devenir la porte d'entrée dans un monde où les riches finiront par rejoindre les pauvres, ou le contraire.

PHILIPPE ARNAUD
(gr. Emma-Goldman - Bordeaux)

Décembre 1995 : un épisode de la troisième guerre mondiale

Grosso modo jusqu'en 1918, le liant des sociétés était leur territoire et leur moteur l'expansion de ces territoires par les conquêtes. Tout d'abord, il y a eu les extensions frontalières, les constitutions d'empires et d'Etats, puis au-delà des frontières avec les guerres coloniales et les empires coloniaux. Entre les deux guerres, se sont ajoutés les accords de blocs, OTAN et Pacte de Varsovie, une période de mutation avec la décolonisation et leur remplacement par des mises sous tutelles économiques.

Nous sommes passés progressivement d'affrontement militaires, certes au service des capitalistes (en particulier des industriels de l'armement et de la reconstruction), à une guerre économique presque pure et simple.

Cette mutation s'est accomplie au niveau idéologique avec le remplacement du nationalisme par le libéralisme. Le vocabulaire a changé : le sentiment d'appartenance ne s'exprime plus par rapport à une nation, mais par rapport à une entreprise. Les héros ne sont plus en uniformes, mais sont des entrepreneurs, des « capitaines » d'industrie.

La guerre économique fait rage et ses victimes sont légion. Ce sont les millions de chômeurs, privés du moyen de l'indépendance économique et sociale, car privés de l'accès à un revenu décent.

Il y a eu les regroupements d'entreprises par *holdings*, rachats... Aujourd'hui, il y a les accords de blocs, avec l'ALENA, en Amérique du Nord, avec la Communauté économique européenne, en Europe de l'Ouest, des accords se préparent également dans le Sud-Est asiatique.

Comme avec la guerre froide, la logique d'affrontement de ces blocs est une logique guerrière, dont il y a peu de chances qu'il n'y ait pas que des perdants.

Ce qui est certain, c'est que les victimes seront toujours plus nombreuses. Ce qui est certain, c'est que, comme toutes les guerres, celle-ci non plus n'est pas la nôtre. C'est toujours celle des capitalistes.

Nos réponses sont encore identiques, même s'il faut les adapter. La désertion, c'est le refus de la compétition, d'écraser ses collègues ou ceux d'autres entreprises, refuser de participer à un quelconque licenciement, ne pas participer à la quête d'un salaire plus élevé en échange de toujours plus de bassesses. L'insoumission, c'est trouver d'autres moyens de vivre que par l'argent du salariat, le vol, l'autarcie... Le combat pour l'objection de conscience dans l'entreprise, c'est obtenir une loi qui empêche le licenciement de quiconque refuse une tâche pour des raisons de conscience.

P. A.

Le groupe Nestor-Makhno publie une brochure intitulée : « Les Anarchistes et la Sécu ».
Prix : 20 F (port compris).
Chèque à l'ordre du CESS.
Commande :
Groupe Makhno
c/o CNT-AIT, Bourse du Travail,
cours Victor-Hugo,
42000 Saint-Etienne.

Calendrier 1996 dédié au révolutionnaire russe Voline

La revue *Itinéraire*, vous informe que son calendrier 1996 (en quatre couleurs) est encore disponible.
12 F (+ 4,40 F de port).
En vente à la librairie PUBLICO
145, rue Amelot,
75011 Paris.